

que le secrétaire prenne cela en note afin d'en parler tout à l'heure.

• (3.40 p.m.)

A mon avis, il serait possible d'étudier le problème sérieusement. Sauvons l'agriculture! Même si nous devons demander aux autres classes de la société d'aider à sauver l'agriculture, faisons-le. Mais nous ne sauverons l'agriculture que lorsque nous permettrons aux consommateurs canadiens d'acheter la production.

Tant et aussi longtemps qu'il existera des restrictions de crédit, des embêtements financiers, il ne sera pas possible aux assistés sociaux et aux chômeurs canadiens d'acheter la production du Canada. Voilà le problème. L'honorable ministre de l'Agriculture le sait: le problème est d'ordre financier. Quant à sa solution, c'est le Crédit social; l'honorable ministre l'a crié pendant 25 ans. Aujourd'hui, il n'a plus le courage de le dire.

**Une voix:** Il a changé d'idée.

**M. Caouette:** Pourquoi a-t-il changé d'idée? Parce que le Saint-Esprit libéral l'a envahi!

**M. Goyer:** Il l'a assimilé.

**M. Caouette:** S'il pouvait l'assimiler à l'honorable député de Dollard, cela lui rendrait service.

Monsieur l'Orateur, le problème est au niveau de la consommation. En effet, les consommateurs n'ont pas de pouvoir d'achat. Même si l'on disait aux agriculteurs d'améliorer la qualité du lait et du blé, ou aux ouvriers d'améliorer la qualité des vêtements ou d'autres biens, ou qu'on verserait des subventions dans le dessein de réduire les prix, si le consommateur n'a pas d'argent pour acheter les produits, comment solutionner le problème? Cela est impossible! Il n'y existe qu'une façon de régler le problème relatif à l'agriculture; c'est en accordant plus de pouvoir d'achat aux consommateurs canadiens, en vue d'acheter les produits agricoles. C'est tout. Comment? En distribuant un dividende national.

Le ministre de l'Agriculture sait ce qu'est un dividende national. Il l'a prêché pendant 25 ans à Medicine Hat, quand il était un jeune homme créditiste. Il semblerait qu'il manque de courage en vieillissant. Il est devenu libéral. Aujourd'hui, il n'a plus raison. Il n'a plus le droit de parler d'un dividende national, d'un escompte compensé ou d'une réforme monétaire. Il est quand même bien gentil, mais les Canadiens se font rouler depuis 103 ans par des gens très gentils qui ne trouvent pas de solutions aux problèmes.

On tergiverse d'année en année, de session en session, de gouvernement en gouverne-

[M. Caouette.]

ment. Rouges ou bleus, les gouvernements sont incapables de trouver des solutions à nos problèmes. Même si les conservateurs progressistes disent que pendant qu'ils étaient au pouvoir, ils ont vendu du blé à la Russie, à la Chine, à l'Inde et à plusieurs pays du monde, c'est parce que les récoltes étaient mauvaises dans ces pays-là. Cela ne dépendait pas du gouvernement, mais bien des mauvaises récoltes.

Aujourd'hui, les pays qui achetaient le blé canadien produisent plus de blé que nous en produisons. Le problème devient grave.

Le gouvernement propose la solution suivante: Créons des agences, encourageons les producteurs, contrôlons-les de façon socialiste. Il faut donc que le gouvernement décide pour eux, qu'il prenne les décisions et les oblige à s'y soumettre. L'honorable ministre me fait signe que non.

A propos de l'industrie laitière dans la province de Québec, le gouvernement ne pénalise-t-il pas les agriculteurs qui produisent trop de lait? L'honorable ministre a le courage de me faire signe que non. Le gouvernement enlève 10 millions de dollars aux agriculteurs de l'Est, et le ministre fait signe que non. Il dit qu'on ne les punit pas. Les agriculteurs sont tous disposés à accroître leur production, et les consommateurs comptent sur cette augmentation de production. C'est tellement vrai qu'aux États-Unis, on a accordé un milliard de dollars au cours d'une année pour encourager la production laitière. A un moment donné, on s'est aperçu qu'on n'avait pas accordé assez d'argent et, alors, on a versé deux milliards de dollars. Une fois les deux milliards dépensés, on a manqué de produits laitiers dans certaines régions des États-Unis parce que les consommateurs achetaient beaucoup de lait.

On dépense des millions de dollars pour accroître la vente de Coca-Cola, mais on n'a pas d'argent pour encourager celle des produits laitiers, surtout pour permettre aux consommateurs de les acheter.

Je disais, tout à l'heure, que certaines mères, qui désirent acheter de huit à dix pintes de lait par jour pour leur famille, n'ont pas les moyens d'en acheter plus qu'une, parce que le lait se vend 38c. la pinte. On n'a pas les moyens d'acheter une pinte de lait! Les enfants boivent donc de l'eau au lieu du lait. L'honorable député de Richelieu est au courant de cela. S'il ne croit pas ce que je dis, que lui et le ministre m'accompagnent, et je leur ferai rencontrer des familles qui ont besoin de lait et qui n'en ont pas. Et le gouvernement «punit» les producteurs laitiers!

Il existe une limite! On ne peut éternellement se faire jouer par l'adoption de bills comme le bill C-197, sous prétexte qu'on désire venir en aide à l'agriculteur. On décide